

**Conseil du développement industriel****Quarante-cinquième session**

Vienne, 27-29 juin 2017

Point 14 de l'ordre du jour provisoire

**Recommandation d'un candidat au poste
de Directeur général****Recommandation d'un candidat au poste de Directeur
général****Projet de contrat de nomination du Directeur général****Note du Secrétariat**

1. Aux termes de l'article 103.4 de son règlement intérieur, la Conférence générale examine un projet de contrat, qui lui est soumis par le Conseil du développement industriel pour approbation et qui fixe les conditions d'engagement du Directeur général, notamment le traitement et les autres émoluments attachés à cette fonction. Une fois approuvé par la Conférence, le contrat de nomination est signé par le nouveau Directeur général et par le Président de la Conférence agissant au nom de l'Organisation.

2. Un projet de contrat fixant les conditions d'engagement du Directeur général, qui figure en annexe au présent document, est présenté pour examen au Conseil. Le texte de ce projet de contrat est fondé sur le libellé du contrat précédent. L'alinéa a) du paragraphe 6 indique l'ajustement dont font l'objet le traitement brut et le traitement net de base du Directeur général chaque fois que l'Assemblée générale, conformément aux méthodes approuvées, ajuste ceux du personnel de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur. L'ajustement des traitements de ce personnel a été porté à la connaissance du Conseil par le document IDB.45/17. Le paragraphe 7 prévoit le maintien de l'affiliation du Directeur général à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et aux régimes d'assurance-groupe sur la vie et d'assurance maladie.

Pour des raisons d'économie, le présent document n'a pas été imprimé. Les représentants sont priés de bien vouloir apporter leur propre exemplaire aux réunions.



Annexe

Projet de contrat de nomination du Directeur général

LE PRÉSENT CONTRAT est établi

entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ci-après dénommée l'Organisation), d'une part,

et (ci-après dénommé le Directeur général), d'autre part.

ATTENDU

Que le Directeur général, sur recommandation du Conseil, a été dûment nommé par la Conférence à sa dix-septième session, tenue du 27 novembre au 1^{er} décembre 2017.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

1. Mandat

Le Directeur général est nommé à compter du ... jour de ... deux mille dix-sept (2017), pour une période de quatre ans, ou jusqu'au moment où le Directeur général nommé lors de la dix-neuvième session ordinaire de la Conférence générale prendra ses fonctions, si cette dernière date est postérieure.

2. Lieu officiel d'affectation

Le lieu officiel d'affectation du Directeur général est Vienne (Autriche).

3. Fonctions officielles

Conformément à l'Article 11 de l'Acte constitutif de l'Organisation, le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation.

4. Privilèges et immunités

Le Directeur général jouit de tous les privilèges et immunités en rapport avec ses fonctions, conformément à l'Article 21 de l'Acte constitutif de l'Organisation et à tout instrument juridique pertinent en vigueur ou futur.

5. Statut du personnel

Le Directeur général est assujéti au Statut du personnel de l'Organisation, ainsi qu'aux amendements qui pourraient y être apportés, dans la mesure où ils lui sont applicables.

6. Traitement soumis à retenue et indemnités

a) Le traitement annuel brut du Directeur général est de deux cent quarante et un mille deux cent soixante-seize (241 276) dollars des États-Unis, correspondant à un traitement annuel net de base équivalent à cent quatre-vingt-deux mille trois cent quatre-vingt-treize (182 393) dollars des États-Unis (taux prévu pour les fonctionnaires ayant des charges de famille) ou à cent soixante-deux mille cent quatre-vingt-quatorze (162 194) dollars des États-Unis (taux prévu pour les fonctionnaires sans charges de famille). Le traitement brut et le traitement net de base sont ajustés chaque fois que l'Assemblée générale décide d'ajuster le traitement brut et le traitement net de base du personnel de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur;

b) Le Directeur général bénéficie de l'indemnité de poste ainsi que des indemnités et prestations – y compris les prestations de sécurité sociale – auxquelles les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs du Secrétariat de l'ONUDI ont droit, conformément au Statut et au Règlement du personnel de l'Organisation, sous

réserve que l'objet de tels émoluments, indemnités ou prestations ne soit pas déjà couvert par d'autres dispositions du présent contrat;

c) Le Directeur général reçoit une indemnité de représentation de trente-huit mille trois cents (38 300) euros par an, ajustée en fonction du taux d'inflation pris en considération pour l'établissement du budget des exercices ultérieurs, afin de pouvoir assumer sa part des dépenses de représentation encourues par l'Organisation;

d) Il reçoit une indemnité de logement s'élevant à cinquante-sept mille neuf cents (57 900) euros par an, ajustée en fonction du taux d'inflation pris en considération pour l'établissement du budget des exercices ultérieurs;

e) Le traitement, les indemnités et les prestations précités auxquels le Directeur général a droit en vertu du présent contrat sont ajustés par le Conseil, après consultation avec le Directeur général, afin d'être alignés sur ceux des chefs de secrétariat d'autres institutions spécialisées appliquant le régime commun des Nations Unies.

7. Pension et assurance maladie

a) Le Directeur général est affilié à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, conformément aux dispositions de l'article d) de la décision IDB.10/Dec.17 du Conseil du développement industriel. Sa rémunération considérée aux fins de la pension est déterminée et ajustée conformément aux dispositions des articles 51 c) et b) des Statuts et Règlements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies;

b) Le Directeur général continue à être affilié aux régimes d'assurance-groupe sur la vie et d'assurance maladie de l'ONUDI.

8. Monnaie dans laquelle sont payés les émoluments

Les émoluments sont payés dans la monnaie servant à cet effet pour le personnel de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur en poste dans le lieu d'affectation officiel, Vienne (Autriche).

9. Préavis de démission

Le Directeur général peut à tout moment donner par écrit un préavis de démission de trois mois au Conseil, qui est autorisé à accepter sa démission au nom de la Conférence générale, auquel cas, à l'expiration de ce délai de préavis, il cesse d'être Directeur général de l'Organisation et le présent contrat est résilié.

10. Entrée en vigueur

Le présent contrat entre en vigueur le ... jour de ... 2017.

SIGNÉ ce ... jour de ... 2017, à Vienne.

(.....)

Le Président de la Conférence
agissant au nom de l'Organisation

(.....)

Le Directeur général
